



Chaire Desjardins
en finance responsable

par

Michel Fortier

Financiarisation de l'économie, consommérisme et écoblanchiment : vers une intensification de l'adiaphorisation ?

CAHIER DE RECHERCHE



UNIVERSITÉ DE
SHERBROOKE

Préambule

La gestion financière responsable vise la maximisation de la richesse relative au risque dans le respect du bien commun des diverses parties prenantes, actuelles et futures, tant de l'entreprise que de l'économie en général. Bien que ce concept ne soit pas en contradiction avec la définition de la théorie financière moderne, les applications qui en découlent exigent un comportement à la fois financièrement et socialement responsable. La gestion responsable des risques financiers, le cadre réglementaire et les mécanismes de saine gouvernance doivent pallier aux lacunes d'un système parfois trop permissif et naïf à l'égard des actions des intervenants de la libre entreprise.

Or, certaines pratiques de l'industrie de la finance et de dirigeants d'entreprises ont été sévèrement critiquées depuis le début des années 2000. De la bulle technologique (2000) jusqu'à la mise en lumière de crimes financiers [Enron (2001) et Worldcom (2002)], en passant par la mauvaise évaluation des titres toxiques lors de la crise des subprimes (2007), la fragilité du secteur financier américain (2008) et le lourd endettement de certains pays souverains, la dernière décennie a été marquée par plusieurs événements qui font ressortir plusieurs éléments inadéquats de la gestion financière. Une gestion de risque plus responsable, une meilleure compréhension des comportements des gestionnaires, des modèles d'évaluation plus performants et complets intégrant des critères extra-financiers, l'établissement d'un cadre réglementaire axé sur la pérennité du bien commun d'une société constituent autant de pistes de solution auxquels doivent s'intéresser tant les académiciens que les professionnels de l'industrie. C'est en mettant à contribution tant le savoir scientifique et pratique que nous pourrons faire passer la finance responsable d'un positionnement en périphérie de la finance fondamentale à une place plus centrale. Le développement des connaissances en finance responsable est au cœur de la mission et des intérêts de recherche des membres tant du Groupe de Recherche en Finance Appliquée (GReFA) de l'Université de Sherbrooke que de la Chaire Desjardins en finance responsable.

La finance responsable (ou durable) vise donc notamment à développer des modèles, des produits et des services ainsi qu'à orienter les marchés financiers et les décisions en matière de fiscalité dans une perspective durable et responsable. À cet effet, les Professeur(e)s Frank Coggins, Claudia Champagne et Lyne Latulippe ont publié en 2018 aux Éditions *Thompson Reuters* un recueil de textes s'intitulant « Éléments de la finance responsable : une approche multidimensionnelle ». Ce collectif contribue à mieux définir et délimiter la finance responsable en la décloisonnant dans une perspective multidimensionnelle. Il regroupe des textes d'universitaires de différentes disciplines ainsi que de spécialistes de l'industrie financière, propose des pistes pour tendre vers une meilleure finance, vers une finance plus responsable. Le présent cahier de recherche constitue l'un des textes (chapitres) tirés de ce collectif.

Financiarisation de l'économie, consumérisme et écoblanchiment : vers une intensification de l'adiaphorisation ?

Michel Fortier*

Introduction	545
1. L'adiaphorisation : un des fruits les plus amers de la modernité	546
2. De l'aveuglement moral au mal liquide.	551
3. Adiaphorisation 1 : la financiarisation de la gestion et de l'économie	553
4. Adiaphorisation 2 : le consumérisme	556
5. Adiaphorisation 3 : l'écoblanchiment et autres stratégies cosmétiques	557
6. La « rétrotopie » comme nouvel horizon	558

* Ph. D. en relations industrielles et professeur titulaire au département des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Rimouski.

7. Conclusion : la société dont personne ne veut ?	559
Bibliographie.	561

« While economics is about how people make choice, sociology is about how they don't have any choice to make. »

Bertrand Russell

INTRODUCTION

Depuis le tournant des années 2000 et malgré les prétentions des tenants de la fin de l'histoire (Fukuyama, 1989, 1992), de la fin des idéologies et autres thèses de « Grande Modération », la stabilité du système financier planétaire (Quiggins, 2010) et les risques de toutes natures ne vont pas en diminuant, mais semblent même augmenter (Beck, 1992, 2009). Dans ce contexte de crise effective ou larvée, les considérations éthiques ne paraissent souvent pas faire le poids devant ce que l'on définit comme des réalités économiques ou financières incontournables. Malgré des appels de plus en plus insistants, de la part de divers groupes de la société civile dans de très nombreux pays et de grandes agences internationales comme le FMI, la Banque mondiale et l'ONU, pour prendre en compte, voire corriger ces risques systémiques de notre civilisation, au final, peu de changements crédibles émergent. En effet, un large consensus se dégage sur le faible partage de la colossale richesse créée et les mécanismes permettant de corriger la situation se font attendre. Enfin, dans la perspective de la quatrième révolution industrielle, celle de l'application généralisée de l'intelligence artificielle, plusieurs défis pointent à l'horizon si on veut obtenir une société plus morale au sens de Ricœur (1990 : 202), c'est-à-dire une société où l'on pourra voir s'incarner ceci : « Appelons *visée éthique* la visée de la *vie bonne* avec et pour autrui dans des *institutions justes*. »

Dans ce texte, qui se fonde sur une vision sociologique de la réalité sociale inspirée des travaux de Bauman et de sa formulation de l'éthique postmoderne (1993, 1994, 2008), la faiblesse de la prise en compte des dimensions morales de l'action humaine en générale et

des décisions économiques et financières en particulier seront envisagées à l'aune du processus d'adiaphorisation (Bauman, 1989 ; Bauman et Donskis, 2013, 2016), processus qui consiste en la mise entre parenthèses de la morale et des considérations éthiques. Par la suite, l'examen des effets de ce processus délétère permettra de mieux comprendre le nouvel horizon auquel nous faisons face qui tient de plus en plus de la dystopie (Bauman, 2017) que du progrès social. En effet, les forces d'individualisation dans les sociétés actuelles (Bauman, 2001 ; Beck et Beck-Gernsheim, 2002), portées, il faut le souligner, par le système financier actuel, conduisent à faire croire que des solutions individuelles existent pour des problèmes sociaux. C'est en général faux puisqu'il n'existe pas de solution individuelle aux changements climatiques, à la redistribution de la richesse ou à la guerre. Comme Bauman le soulignait avec beaucoup d'acuité : « Est-ce que l'éthique est possible dans une société de consommateurs ? » (Bauman, 2008) et en corollaire : « Est-ce que la richesse de quelques-uns profite à tous ? » (Bauman, 2013). Comme nous le verrons dans ce texte, la réponse à ces questions est lourde de conséquences.

1. L'ADIAPHORISATION : UN DES FRUITS LES PLUS AMERS DE LA MODERNITÉ

C'est dans le cadre de ses analyses sur les leçons que l'on devrait tirer de l'Holocauste et de ses liens avec la modernité que Bauman (1989) a développé le concept d'adiaphorisation. Ce drame sans précédent dans l'histoire humaine a marqué profondément le 20^e siècle et sa conception de l'éthique puisque c'est notre propre autodestruction qui devient possible et donc notre survie qui est engagée (Jonas, 1990). Pour Bauman, plusieurs ingrédients ont conduit à l'indicible : les pratiques de gestion moderne qui atomisent, voire annulent la possibilité d'agir moralement, la tendance des êtres humains à obéir aux ordres des autorités sans se sentir responsables, comme les expériences de Stanley Milgram (2005), répétées à plusieurs reprises depuis, l'ont démontré de façon inquiétante, et enfin la banalité du mal d'Hannah Arendt (1994) qui comprend que ce sont des êtres humains ordinaires et non des psychopathes qui commettent des atrocités. Eichmann était un gestionnaire qui avait une tâche à accomplir d'abord et avant tout.

Le néologisme « adiaphorisation » vient de l'adjectif neutre en grec ancien *adiaphoron*, constitué du *a* privatif et de *diaphoron* signifiant « différent », d'où le sens « d'indifférent à ». L'origine contemporaine du concept d'adiaphorisation réside ainsi dans la combinaison

de ces impératifs de la modernité qui s'inscrivent dans le sillage des activités des organisations et de l'économie. Dans ce contexte, le rapport moral des êtres humains les uns aux autres et la demande éthique (Logstrup, 1997, ou encore Lévinas, 1990, 1991) sont considérés comme excessifs et nuisibles pour les organisations (Bauman, 1994) ; ils doivent, comme la responsabilité corporative, être limités.

De plus, le statut de l'essentiel des participants à l'univers organisationnel est d'être subordonné, donc soumis aux diktats d'une chaîne d'autorité. Chacun se voit attribuer un horizon restreint où la responsabilité face à l'ensemble est souvent occultée, voire absente. À partir de là, comme Jensen (2014) le développe, tout est possible et même les organisations « normales » peuvent produire des résultats atroces. Pour cet auteur, les organisations contemporaines sont « adiaphoriques », c'est-à-dire qu'elles déclarent que les actions organisationnelles sont exemptes d'évaluations et de significations morales. Au sein de ce processus, les membres de ces organisations deviennent eux aussi « adiaphoriques » puisque leurs capacités d'être responsables, au sens plein du terme, sont minées par l'organisation (Fortier et Albert, 2014).

Il peut paraître curieux de prime abord d'avancer que le personnel des organisations modernes n'est pas responsable. Pourtant, tout concourt à produire ce résultat dans un processus hautement paradoxal. En effet, on fait de plus en plus porter la responsabilité de leur destin aux êtres humains sans réellement leur fournir les outils nécessaires ou les circonstances pour utiliser adéquatement leurs compétences. L'individu, dans le cadre étroit de ses tâches, est tenu responsable de ses actions, mais il ne lui est pas permis d'aller au-delà. Ses options se résument souvent à choisir entre rester ou partir, et, comme pour la grande majorité des humains, il faut travailler pour vivre...

Mais qu'est-ce qu'être responsable au sens plein du terme ? Hans Jonas (1990) voit dans la relation parentale l'archétype de toute responsabilité. Cela implique que les jeunes enfants, parce qu'ils sont démunis, dépendants et dans une relation asymétrique de pouvoir face aux parents, engagent unilatéralement la responsabilité de ces derniers. Dans ce rapport, les parents deviennent entièrement responsables du bien-être des enfants. C'est une relation non transitive qui n'engage pas la responsabilité des enfants, mais seulement celle des parents. Par extension à d'autres contextes comme le travail, notre responsabilité éthique est engagée lorsqu'une situation

d'inégalité, un avantage personnel ou une différence surgissent face à l'Autre. Celui qui est fort physiquement ne doit pas brutaliser les faibles, mais les protéger ; celui qui est intelligent ne doit pas abuser des moins éveillés, mais les aider à comprendre ; celui qui est riche ne doit pas asservir par sa fortune, mais créer des situations favorables à l'amélioration du sort des démunis. C'est cette conception de la responsabilité qui est mise de côté dans les organisations modernes. En d'autres mots :

La responsabilité morale est la plus personnelle, la plus inaliénable des possessions humaines et le plus précieux des droits. Elle ne peut pas être enlevée, partagée, cédée, mise en gage, ou entreposée dans un endroit sûr. La responsabilité morale est inconditionnelle et infinie, et elle se manifeste dans l'angoisse constante de ne pas se manifester suffisamment. La responsabilité morale ne cherche pas à se faire rassurer sur son droit d'être ou pour s'excuser de son droit à ne pas être. Elle est là avant tout réconfort ou preuve et après n'importe quelle excuse ou absolution. C'est, du moins, ce que l'on peut trouver en regardant rétrospectivement le long combat moderne pour prouver – pour rendre réel – le contraire. (Bauman, 1994 : 250)

Pourtant, les organisations tant publiques que privées essaient de contrôler le personnel ou les citoyens en moralisant une vaste gamme de comportements tout en faisant l'impasse sur le rapport moral à l'autre et sur la justice sociale. Certains, comme Ogien (2007), proposent que l'éthique contemporaine doive être envisagée dans une perspective qui préserve au maximum la liberté de tous sans pour autant nuire à autrui. Une thèse en apparence très séduisante pour ceux qui soutiennent une perspective libertarienne en économie et en finance, mais cette thèse dépasse de beaucoup le simple libéralisme économique et le laissez-faire qu'il professe. Ainsi, Ogien oppose les tenants d'une éthique « maximaliste » qui moralisent largement les comportements humains à ceux qui défendent une éthique minimaliste fondée sur le principe de non-nuisance aux autres. Dans cette perspective ne demeure pertinent pour la morale que ce qui se situe dans notre rapport à l'Autre.

Ainsi, sa conception repose sur trois postulats : l'indifférence morale du rapport à soi-même, la non-nuisance à autrui et l'égale considération de chacun. On pourrait croire que la position de Bauman sur l'éthique contemporaine s'ancre dans un point de vue maximaliste, mais comme il participe d'une vision sociale de la réalité,

il n'en est rien à notre avis. D'ailleurs, Bauman (1998a) a déjà présenté une explication de cette opposition qui se fonde sur deux récits célèbres de l'Ancien Testament que sont celui de la chute d'Adam et Ève avec l'arbre de la connaissance du bien et du mal, et le récit de Moïse et des Tables de la loi. Le premier récit illustre la capacité pour chaque être humain de comprendre et de décider ce qui est bien et mal, il fonde en somme la liberté morale du sujet. Le second récit prend une tout autre direction en imposant la loi divine telle que précisée dans le Décalogue comme fondement de la morale. Ainsi la morale n'est plus l'exercice du libre arbitre du sujet, mais son respect des injonctions divines. Pour Bauman, le choix a été clair dans la tradition judéo-chrétienne, les Tables de la loi ont été favorisées au détriment du libre arbitre. On peut avancer que la prépondérance des codes d'éthique, des règles et d'une perspective déontologique lorsque vient le temps d'envisager la morale et l'éthique dans le monde des affaires et en économie exprime la préférence pour l'imposition de ce qu'il faut faire plutôt que sur l'incertitude engendrée par le libre arbitre des acteurs organisationnels. Cela permet aussi, comme l'expliquait Bauman (1991), de moraliser les acteurs tout en adiaphorisant l'action. Ce qui peut conduire au final, et c'est un espoir qu'il voit poindre, à une moralité sans éthique, c'est-à-dire de faire face à l'agonie du choix moral en étant un vrai sujet et non une sorte d'automate qui ne fait que suivre les règles qu'on lui impose.

Que l'éthique ne s'applique pas aux questions qui ne concernent que soi-même (habitudes de vie, choix d'activités, etc.), cela semble un progrès sur le moralisme religieux d'antan, mais la morale et l'éthique débordent largement le fait de ne pas blesser autrui volontairement. L'éthique engage notre responsabilité envers autrui dans une perspective de bien commun qui ne saurait se définir uniquement par des processus d'individualisation. Pour Ogien, il faut s'abstenir de moraliser les choix de vie, les habitudes, les traits de caractère qui n'ont pas d'incidence ou encore qui ont une incidence indirecte sur les autres. Par contre, la responsabilité morale émerge dans toute sa rigueur lorsque le rapport à l'autre ou aux autres est dans la balance, ce qui est impliqué par le postulat d'égale considération de chacun qu'il met de l'avant.

L'adiaphorisation se déploie aussitôt qu'on justifie la suspension, la mise entre parenthèses, voire la disqualification de la dimension morale d'une situation, d'une décision ou d'une action qui implique les autres. En ce sens, il s'agit de la pertinence même du sentiment moral et de l'éthique qui est mise en question. L'action organisée

dans sa conception économique doit circonscrire et encadrer les comportements humains pour atteindre des fins qui deviennent auto-référentielles. Ce qui ne devait être qu'un moyen est maintenant conçu comme fin ultime. Dans ce cadre et pour justifier sa légitimité, il faut exclure le sentiment moral et l'éthique des êtres humains. Pour y arriver, plusieurs voies sont possibles, nous limiterons notre exposé à quelques considérations importantes sur les responsabilités sociales des organisations en éthique des affaires (Dion et Fortier, 2011 : chap. 5).

On peut par exemple mettre de l'avant des raisons techniques, théoriques, idéologiques, voire religieuses pour minorer les questions éthiques fondamentales. Pour s'en rendre compte, on peut examiner la pyramide des responsabilités sociales des entreprises de Carroll (1991). Cette pyramide comporte quatre niveaux d'importance croissante. Son socle est constitué des responsabilités économiques puisque dans l'esprit de son auteur aucune entreprise ne peut exister sans rentabilité. Cette contrainte s'applique aussi aux États depuis les années 1980, l'équilibre budgétaire devenant presque nécessaire et les déficits sont frappés d'opprobre dans une ferveur quasi religieuse par les milieux d'affaires. L'injonction qu'elle commande est : *sois rentable*. Puis, le second niveau de cet édifice concerne les responsabilités légales et son injonction est : *obéis aux lois*, en principe à toutes les lois, mais le premier niveau doit être assuré. Le troisième niveau se situe après les responsabilités économiques et légales, c'est le niveau des responsabilités éthiques qui porte sur éviter de causer du tort et sur ce qu'il est bon, juste et équitable de faire. Son injonction est simplement : *sois éthique*, mais seulement si les deux premiers niveaux sont garantis. Enfin, le quatrième niveau touche les responsabilités philanthropiques qui consistent à redonner à la communauté dans un esprit de charité et de mécénat. L'injonction de ce niveau est : *sois une bonne entreprise citoyenne*. Il est clair que dans cette conception des responsabilités organisationnelles, l'éthique risque souvent de ne pas faire le poids ni les dimensions légales d'ailleurs lorsque des considérations financières entrent en jeu. L'exemple des compagnies qui préfèrent payer une amende plutôt que de se conformer à une réglementation qu'elles perçoivent comme étant plus onéreuse se produit et se reproduit constamment.

La prépondérance des considérations financières, ou d'une certaine conception de l'économie, consiste aussi à affirmer le principe TINA (*There Is No Alternative*, en français, il n'y a pas d'autre choix). Les réalités économiques et financières sont naturalisées et

définies comme incontournables, on ne saurait, si on est raisonnable et rationnel, faire autrement. Cette priorisation de l'économie sur toutes les autres dimensions sociales a été popularisée en Occident pour des raisons de liberté face aux États totalitaires par la société du Mont Pellerin, puis adoptée par la première ministre de Grande-Bretagne Margaret Thatcher dans les années 1980 et par le président américain Ronald Reagan. Disciples tous deux d'un individualisme extrême et croyant dans les vertus des marchés, ils estimaient de surcroît que la société et la dimension collective n'étaient que des abstractions et l'État, un frein nuisible à l'économie.

2. DE L'AVEUGLEMENT MORAL AU MAL LIQUIDE

Avec le passage de la modernité comme on l'avait envisagé au siècle des Lumières à la modernité liquide actuelle (Bauman, 2000), un véritable changement de paradigme s'est opéré dans toutes les dimensions du social, dont l'économie, rappelons-le, est un élément et non le tout (Bourdieu, 2000). D'ailleurs, sur la dénomination et les éléments qui définissent et circonscrivent notre époque d'un point de vue sociologique, il n'y a pas de consensus fort, mais une certaine convergence de vues. Ainsi, la modernité avancée (Giddens, 1990), la seconde modernité (Beck, 2000), la postmodernité (Bauman, 1992, 1993, 1997) ou la modernité liquide (Bauman, 2000) partagent un même horizon sans pourtant insister sur les mêmes aspects de la réalité sociale. Pour notre propos, nous puisons davantage dans le point de vue de Bauman sans pour autant mettre de côté les contributions de Beck et, dans une moindre mesure, celles de Giddens qui nous apparaissent complémentaires.

Les caractéristiques de la modernité liquide (Bauman, 2000) concernent fondamentalement notre rapport au temps et à l'espace qui, dans les processus de globalisation actuelle, voient leurs rapports se transformer profondément. La métaphore d'un solide qui se liquéfie permet de saisir cette évolution qui affecte l'ensemble des sociétés planétaires. Un liquide peut être contenu, mais sa forme est indistincte, mouvante, elle contourne les obstacles, déborde, se rejoint et en même temps mine les solides, les mouille, les contamine et parfois les dissout. Par exemple, les organisations autrefois situées géographiquement deviennent planétaires, voire virtuelles, ce qui enlève de plus en plus aux États la capacité de contrôler leurs activités. Les capitaux sont mobiles alors que les êtres humains le sont beaucoup moins. De la même façon, le lien d'emploi s'avère de plus en plus précaire. Si, dans l'après-guerre, on a connu une

certaine stabilité des emplois avec la possibilité de faire carrière (être l'homme de l'organisation dans les termes de White, 1956), à partir des années 1990, cela devient le souvenir d'un temps révolu (Samson, 1995). Le meilleur des mondes du travail, pour reprendre la formulation de Beck (2000), est maintenant beaucoup plus fluide, avec des avantages sociaux en berne et une augmentation du travail atypique et à temps partiel. À cela s'ajoute le transfert de la responsabilité d'une grande partie des aspects de la vie qui autrefois étaient compris comme relevant des situations sociales ou des prérogatives de l'État. Ainsi, ce qui cause le chômage ne relève plus uniquement de la conjoncture économique ou des mauvaises décisions d'affaires. De plus en plus, on moralise le statut des chômeurs en insistant sur leurs responsabilités dans la situation. Ce qui leur arrive est causé par leurs mauvaises compétences ou leur mauvais choix de formation, voire par leur manque d'implication, d'enthousiasme ou même leur paresse. Les processus d'individualisation des sociétés occidentales dans cette perspective conduisent à convaincre chacun qu'il est seul responsable de son destin. Si quelqu'un est pauvre ou démuné, il ne doit s'en prendre qu'à lui. On condamne l'assistanat en moralisant ce qui naguère était considéré comme indépendant de la volonté individuelle. La pauvreté n'est plus une circonstance malheureuse de l'existence humaine, mais le résultat d'humains déficients. L'État qui avait pour mission d'intervenir pour remédier aux problèmes de ceux et celles qui sont fragilisés se voit disqualifié pour cause de coût excessif et d'entrave à la liberté d'entreprendre.

Lorsque l'adiaphorisation n'est plus situationnelle, c'est-à-dire cantonnée à un cas bien précis, mais généralisée, apparaît alors l'aveuglement moral (Bauman et Donskis, 2011) qui caractérise notre époque, bien que cet aveuglement ait déjà existé, par exemple dans l'Allemagne des années 1930. Des situations largement médiatisées permettent de circonscrire ce phénomène comme de plonger des milliers de personnes dans le marasme du jour au lendemain en faisant des mises à pied massives pour raison d'enrichissement d'une minorité ou en privatisant de larges secteurs des économies en développement en échange d'aide à court terme (Chossudovsky, 1998), d'être insensible au sort de populations entières en spéculant sur l'alimentation (Madeley, 2002), d'utiliser des ruses et des échappatoires pour éviter de payer taxes et impôts (Deneault, 2010) ou encore de fomenter des guerres pour créer des opportunités financières (Chomsky, 2000 ; Chossudovsky, 2002). Les exemples abondent où, lorsque l'aveuglement moral devient généralisé, on débouche sur le mal liquide (Bauman et Donskis, 2016). C'est un mal magnifié

par la puissance du marketing moderne qui sait allier les plus subtils arcanes de la propagande avec les meilleures études de marché. Ainsi, il utilise la séduction et la corruption pour arriver à ses fins. Le mal solide comme l'a connu l'humanité depuis la nuit des temps ne disparaît pas, mais se voit maquillé par le mal liquide qui, pour ainsi dire, « cosmétise » ou « esthétise » l'aveuglement moral, le rend invisible ou attirant selon le besoin. À cet égard, les nouvelles possibilités offertes par les réseaux sociaux en cette ère dite post-factuelle ou encore de post-vérité de répandre des perspectives qui favorisent l'aveuglement moral et le mal liquide semblent, même en restant prudentes, immenses. Que les études scientifiques nous démontrent sans l'ombre d'un doute que les baisses d'emplois dans l'industrie nord-américaine s'expliquent principalement par des causes technologiques semble de peu d'effets, puisqu'on peut répandre la rumeur et faire croire à de vastes pans de la population que c'est dû aux travailleurs étrangers et aux mauvaises politiques environnementales, avec pour résultat une polarisation des opinions quand ce n'est pas des gestes malheureux. Mais surtout, on risque de prendre de très mauvaises décisions. Ou encore, comme Bauman (2016) le commentait l'été dernier en parlant de la crise des migrants en Europe, des démunis qui fuient les horreurs de la guerre sont dépeints comme des terroristes potentiels dans une tentative d'éteindre notre compassion pour la transformer en méfiance. Avec ces dérives à l'esprit, nous allons aborder dans les trois sections suivantes des aspects de l'adiaphorisation qui touchent de près l'économie et la finance en débutant par la conception dominante néolibérale de l'économie, puis la société de consommation qu'elle façonne et qui cantonne les choix en balisant l'horizon de pertinence et de signification, pour terminer par quelques exemples de stratégies corporatives nettement fondées sur des actions adiaphoriques.

3. ADIAPHORISATION 1 : LA FINANCIARISATION DE LA GESTION ET DE L'ÉCONOMIE

La Grande Dépression des années 1930 avait infléchi la tendance à accroître les inégalités sociales et avait permis de diminuer la prise de risques excessifs et, surtout, elle avait réussi à faire prendre la pleine mesure des conséquences pour tous d'une économie transformée en casino. Les bouleversements des années 1970 qui ont conduit à l'abandon de la prudence et des politiques keynésiennes ont été les chocs pétroliers, la « stagflation », les rendements décroissants, etc., avec pour solution l'adoption du néolibéralisme. Cela va favoriser une priorisation des besoins des investisseurs sur

les autres parties prenantes de la société. Ce virage idéologique sera complet avec la chute du mur de Berlin, l'effondrement de l'Union soviétique et l'adoption d'une forme d'économie de marché par la Chine ; il n'y a plus de système concurrent crédible qui existe face au capitalisme. Dans ce système en mutation rapide, les marchés comme mécanismes d'allocations des ressources, de fixation des prix et d'arbitrage généralisé sont conçus à la façon des systèmes biologiques dont on emprunte le vocabulaire et les concepts. On utilise ainsi les termes d'homéostasie, d'équilibre dynamique, de sélection naturelle (concurrence pour éliminer les faibles), de correction et de retour à l'état normal. La concurrence devient presque le mécanisme idéalisé des rapports humains, ce qui débouche sur une forme de darwinisme social (Morgan, 2004).

La contestation de ce point de vue dépasse largement le cadre de ce texte. Qu'il nous suffise de dire que cette conception de l'économie et de la finance est une erreur épistémologique puisque les sciences humaines ne sont pas de même nature que les sciences pures. La réalité sociale est construite (Berger et Luckmann, 1966 ; Watzlawick, 1984) et, en ce sens, l'économie n'est pas une science « dure » et objective, mais bien un discours sur le réel (Blaug, 1982 ; Casti, 1990). Il faut donc être très prudent avec le choix des métaphores que l'on utilise pour en parler (Marcil, 2016). Même si les métaphores sont le pain quotidien des chercheurs en sciences humaines, comme le rappelait Hannah Arendt (2003) dans son étude sur la responsabilité et le jugement, elles induisent toujours une perception partielle de la réalité (Lakoff et Johnson, 2003 ; Morgan, 2004). Pour qu'une métaphore soit utile, elle doit être vive au sens de Ricœur (1975). Sinon, elle se fige, bien qu'elle puisse toujours être utilisée pour définir un certain point de vue, comme on le fait en politique par exemple, en parlant de la gestion de l'État comme de celle d'un père de famille prudent (Lakoff, 1996).

Mais plus importante pour notre propos est la constatation sur la place de l'éthique et de la morale en économie et en finance comme le souligne Blommestein (2006 : 54) : « Le rôle de l'éthique dans l'économie et la finance modernes est insignifiant. À une certaine époque, les considérations morales occupaient une place prééminente dans les études économiques. Par la suite, cependant, l'éthique n'a plus été considérée comme un objet légitime d'étude sérieuse en économie. » Dans le même esprit, la remarquable étude sur l'histoire et l'évolution des grandes écoles de gestion en Amérique du Nord de Khurana

(2007) documente la décadence des idéaux moraux élevés qui animaient les pionniers et les fondateurs de ces écoles disparaissant au profit d'une mentalité de mercenaires. Il situe le tournant crucial dans cette direction par la transformation des écoles de gestion en marché et le triomphe des thèses de Jensen et Meckling (1976) qui vont conduire à la financiarisation de la gestion et à l'adoption du critère de maximisation de l'avoir des actionnaires comme seule mesure valable des activités. Maccoby (1981) avait observé cette mutation qu'il présentait comme un passage vers le gestionnaire « joueur », préoccupé d'abord et avant tout par ses propres intérêts. Ces éléments pointent dans le sens d'une adiaphorisation presque constitutive de la finance et de l'économie moderne.

Pourtant, ce n'est pas l'aspect le plus inquiétant du point de vue moral, mais bien ce qu'on appelle pudiquement les effets collatéraux des politiques économiques des dernières décennies (Bauman, 2011). Les coûts sociaux et environnementaux comme l'exclusion sociale, les problèmes de santé physique et mentale, les problèmes environnementaux de toute nature viennent à tout le moins questionner la sagesse de poursuivre dans la même direction.

Pourtant, le changement de paradigme économique avec ses déréglementations, ses baisses des impôts et des taxes pour les corporations et les mieux nantis, ses privatisations, ses mesures d'austérité, accompagné d'une diminution du filet social et du rôle de l'État devait générer de la prospérité pour tous. Ce n'est pas ce qui s'est produit et un bilan est maintenant possible. L'accroissement des inégalités économiques est maintenant reconnu comme un fait avéré, grâce aux travaux empiriques de Piketty (2013) et Atkinson (2014). En fait, la richesse était au rendez-vous, mais les gains de productivité ne sont plus partagés largement comme dans l'après-guerre, et ce, depuis les trois dernières décennies. Les effets de ces inégalités ne sauraient être minimisés. Wilkinson et Pickett (2010) dans une vaste étude épidémiologique ont démontré l'aggravation des problèmes sociaux comme la criminalité générale (vol, fraude, etc.) et la criminalité violente (meurtre, assaut, viol), la consommation de drogue (légale ou illégale), les problèmes de santé de toutes natures (obésité, dépression, mortalité infantile, etc.), la faible mobilité sociale et la piètre performance scolaire dans les sociétés les plus inégalitaires. Ces phénomènes inquiétants semblent indiquer qu'il manque souvent un compas moral lorsque vient le temps de prendre des décisions économiques.

4. ADIAPHORISATION 2 : LE CONSUMÉRISME

Même si le rôle de producteur demeure une fonction essentielle des membres de sociétés contemporaines, le rôle de consommateur devient prépondérant pour conserver la stabilité du système économique et surtout maintenir son impulsion vers la croissance. Ce rôle est même caractéristique au point de constater le passage d'une société de producteur à une société de consommateur (Bauman, 1999, 2005, 2007). L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme de Weber cèdent la place à l'éthique romantique et l'esprit du consumérisme moderne (Campbell, 1987) qui s'abreuve au puits sans fond des désirs pour se propulser. Cette société s'édifie en phase avec le libéralisme économique sur la promesse de satisfaire les besoins humains d'une façon qu'aucune autre société dans le passé ne pouvait le faire ou même n'aurait pu rêver de le faire. Le résultat est une société individualisée qui se transforme en immense marché, car rien n'échappe maintenant à ce que Bauman appelle le *syndrome consumériste*. C'est bien le rapport au temps et à l'espace qui est profondément modifié pour les membres de ce système qui est bien plus que la somme de ses consommateurs.

Edgar Morin (2004) a signalé depuis longtemps les dangers des excès de la liberté individuelle et les périls de la dissolution des liens sociaux traditionnels avec pour résultat une crise éthique planétaire. Comme nous l'avons déjà élaboré (Dion et Fortier, 2011 : chap. 1), on assiste à une quasi-déification du plaisir, de l'expérience immédiate, de la quête de la satisfaction de nos besoins grâce à des stratégies de vie où la fin justifie les moyens. Comme consommateur, le plus important devient l'expérience sensorielle, l'excitation, la griserie, la nouveauté, la possibilité de recommencer presque à volonté, mais surtout la capacité de se désengager, d'aller voir ailleurs, de ne pas s'enraciner complètement, de pouvoir replacer ses pions ou ses achats comme bon nous semble. Dans ce contexte, Bauman (2008) pose la question essentielle : « Est-ce que l'éthique est possible dans une société de consommateurs ? »

Si le *hoi polloi* devient un simple *homo consumens*, si le citoyen, jadis vanté comme animal politique, se détourne de la *polis*, si le seul lien social est celui médiatisé par l'achat de biens et de services, si les êtres humains deviennent eux-mêmes des marchandises et tout à la fois des marchands, si l'égoïsme est le seul mécanisme moral à la disposition des personnes, comment la morale, qui est, faut-il le rappeler, le rapport à l'autre, peut-elle survivre ? La consommation

pose un défi complexe puisqu'elle est à la fois essentielle, mais éminemment modulable. Comme l'économie est une science des choix, la question devient : comment baliser et encadrer ces choix pour inclure l'éthique et la morale ? En somme, comment faire mieux que ce qui se fait actuellement ? Les réponses à ces questions qui invoquent la nature humaine pour justifier le statu quo ne sont d'aucune utilité. Comprendre le phénomène de l'adiaphorisation de la société de consommateurs et ses conséquences néfastes nous semble un pas dans la bonne direction.

5. ADIAPHORISATION 3 : L'ÉCOBLANCHIMENT ET AUTRES STRATÉGIES COSMÉTIQUES

Nous abordons ici brièvement un dernier aspect qui complique les choses et augmente le cynisme d'une bonne partie des citoyens des sociétés avancées à l'égard de la gouvernance des États et des entreprises. Face aux demandes croissantes venant de tous les horizons de la société pour une moralisation de l'économie et de la finance, certaines firmes ont choisi de s'amender et de devenir proactives en matière d'éthique. D'autres ont opté pour des stratégies de relations publiques dans l'espoir de gagner du temps et surtout la guerre de l'image tout en continuant les mauvaises pratiques.

Le terme anglais *greenwashing*, que l'on a traduit par verdissement ou par écoblanchiment, consiste à professer des valeurs environnementales tout en continuant des activités contraires. On parle aussi de *pinkwashing* pour les entreprises qui profitent et utilisent une cause comme le cancer du sein et les campagnes de financement pour lutter contre ce fléau pour augmenter leurs profits sans contribuer réellement à la solution du problème. Il y a un certain temps déjà que les entreprises ont tiré des leçons sur les avantages et les inconvénients des relations publiques. La compagnie Johnson & Johnson a obtenu un capital de sympathie important et une reconnaissance générale pour la qualité de sa gestion de la crise du Tylenol dans les années 1980. Il est acceptable pour une entreprise ou un gouvernement de vouloir présenter la meilleure image possible. Toutefois, il est difficile de comprendre pourquoi tout risquer par une trahison des idéaux mis de l'avant. Le cas récent de Volkswagen qui a utilisé un subterfuge pour tricher au test antipollution pour préserver la puissance de ses moteurs offre un très bel exemple. Il semblait possible au consommateur d'obtenir le meilleur des deux mondes : une automobile supposée propre et puissante. En fait, il n'en était rien et *c'est aujourd'hui de notoriété publique*.

Lorsque se multiplie ce type de comportement délictueux et malhonnête à travers les autres secteurs de l'économie, on engendre un grand scepticisme sur la volonté de réforme. Par exemple, offrir des médicaments dangereux que l'on n'identifie pas comme tels, proposer des produits financiers toxiques qui enrichissent le vendeur, mais appauvrissent l'acheteur, fournir des biens dits durables, mais à obsolescence programmée risquent de saborder la confiance dans tout le système ; confiance qui demeure nécessaire pour son bon fonctionnement. L'adiaphorisation, c'est aussi de donner de sinistres exemples de comportements économiques qui engendrent encore plus d'adiaphorisation et de cynisme.

6. LA « RÉTROTOPIE » COMME NOUVEL HORIZON

Une des grandes caractéristiques de la modernité a été son caractère utopique. Les modernes avaient foi en l'avenir, contrairement aux anciens qui voyaient dans le passé un âge d'or et dans leur présent une évidente décadence. Ce pays de nulle part, comme l'avait imaginé Thomas Moore, résidait dans un futur prometteur grâce à l'éducation, la science et la technologie. Malheureusement, l'Âge des extrêmes comme l'a qualifié Hobsbawm (1994) est venu tempérer l'optimisme sans nuance du siècle des Lumières. La modernité a apporté des bienfaits indéniables, mais aussi des problèmes qu'on ne soupçonnait pas, puisque la modernité, c'est aussi la Shoah, Hiroshima et la crise écologique.

Après un peu moins d'un demi-siècle de politiques néolibérales et de processus d'individualisation de la vie, les sociétés actuelles se retrouvent avec un niveau croissant de scepticisme, voire de cynisme face aux promesses que pourrait réserver l'avenir. Ainsi, comme le prétend Bauman (2017), nous ne sommes plus dans une perspective utopique, mais plutôt dans une forme de dystopie qu'il nomme « rétrotopie », une sorte de réflexe de survie, de recherche de sécurité ontologique, d'un réconfort nostalgique face à une réalité révolue et idéalisée et un repli sur les questions identitaires.

Qu'est-ce qui nous y a conduits ? Il est possible que les processus d'adiaphorisation que nous avons examinés et qui sont en action au sein de nos sociétés, de nos gouvernements et du monde des affaires y aient grandement contribué. Voici venu le temps de l'éthique économique et de la moralisation de la finance, un changement que plusieurs appellent depuis longtemps de tous leurs vœux, le temps d'une humanisation des activités d'affaires. Cet ouvrage collectif est certainement un pas dans la bonne direction.

7. CONCLUSION : LA SOCIÉTÉ DONT PERSONNE NE VEUT ?

« Si une société décente est une possibilité réelle depuis longtemps, le vrai problème consiste à expliquer pourquoi l'Humanité ne veut pas ou peut-être n'est pas capable d'en vouloir une. »

(Moore, 1967 : 403)

Dans ce texte, nous avons abordé divers aspects du processus d'adiaphorisation qui conduisent les sociétés actuelles à entretenir l'aveuglement moral, voire à favoriser le mal liquide, un mal protéiforme qui gangrène le vivre ensemble d'une bonne partie de notre planète, au nom des prétendues réalités financières et économiques. Barrington Moore Jr., politicologue et sociologue éminent, fin observateur des sociétés occidentales, remarquait vers la fin des Trente glorieuses, il y a 50 ans cette année, que malgré la richesse et les méthodes modernes de gestion qui en principe devraient permettre une prospérité généralisée, on ne l'observait pas dans la réalité. Qu'est-ce qui nous empêche d'atteindre une société décente ? Sommes-nous condamnés à une augmentation de l'adiaphorisation ?

Sans répartition de la richesse, sa poursuite effrénée se révèle être une farce sinistre et une tragédie dont les conséquences vont devenir visibles à de plus en plus de monde. Les risques que voyaient poindre Giddens (1990) et Beck (1992) ne sont plus de lointaines possibilités, mais des défis maintenant à nos portes. Comme le soulignait Bauman (2017) à l'aube de sa mort cette année, l'utopie nous a quittés et ce qui la remplace n'a rien d'encourageant. Pourtant, comme ce collectif nous le fait voir, il y a des progrès qui sont accomplis pour améliorer les choses et, d'une certaine façon, moraliser l'économie et la finance. L'éthique de la finance, comme Boatright (2008, 2010) en a été le porte-parole, évolue, se perfectionne, aborde de plus en plus les questions difficiles, mais essentielles, ouvre des horizons de recherches innovateurs et pleins de promesses. C'est un immense chantier qui devient d'autant plus nécessaire dans le contexte des changements technologiques du 21^e siècle, qui cette fois ne viennent pas suppléer et remplacer la force physique ou la dextérité manuelle des êtres humains, mais dupliquent son intelligence et ses capacités cognitives dans plusieurs directions inédites jusqu'alors.

Sera-t-il possible de gouverner l'économie et la finance pour le bien du plus grand nombre et non uniquement pour une minorité comme c'est le cas actuellement ? Est-ce que la richesse de quelques-uns nous profite à tous ? Au stade où nous en sommes, nous contemplons des scénarios et des tendances, mais rien n'est joué. Il est encore temps de moraliser les affaires, de prendre la direction du développement durable, de prendre en compte les coûts humains et environnementaux qu'on a l'habitude de négliger, de socialiser l'économie, de redonner de l'espoir. Surtout, il faut insister pour mettre de l'avant qu'il existe des possibilités de changements, on peut imaginer et vivre un monde meilleur, il y a des alternatives viables au système actuel issu de la première révolution industrielle. Dans le cas contraire, on peut raisonnablement penser que l'adiaphorisation va s'intensifier avec tous les risques que cela comporte.

BIBLIOGRAPHIE

- ARENDT, H. (1994). *Eichmann in Jerusalem: A Report on the Banality of Evil*, New York, Penguin Books.
- ARENDT, H. (2003). *Responsibility and Judgement*, New York, Schocken Books.
- ATKINSON, A.B. (2015). *Inequality*, Cambridge, Harvard University Press.
- BAUMAN, Z. (1989). *Modernity and the Holocaust*, New York, Cornell University Press.
- BAUMAN, Z. (1991). « The Social Manipulation of Morality: Moralizing Actors, Adiaphorizing Action », 8(1) *Theory Culture Society* 137-151.
- BAUMAN, Z. (1992). *Intimations of Postmodernity*, London, Routledge.
- BAUMAN, Z. (1993). *Postmodern Ethics*, Malden, Blackwell.
- BAUMAN, Z. (1994). *Alone Again: Ethics After Certainty*, London, Demos.
- BAUMAN, Z. (1994b). « Morality without Ethics », 11(4) *Theory Culture Society* 1-34.
- BAUMAN, Z. (1997). *Postmodernity and its Discontents*, New York, New York University Press.
- BAUMAN, Z. (1998). « What Prospects of Morality in Times of Uncertainty? », 15(11) *Theory Culture Society* 11-22.
- BAUMAN, Z. (1999). « The Self in a Consumer Society », *Hedgehog Review*, Fall, p. 35-40.
- BAUMAN, Z. (2000). *Liquid Modernity*, London, Polity.
- BAUMAN, Z. (2000b). « Ethics of Individuals », 25(1) *Canadian Journal of Sociology / Cahiers canadiens de sociologie* 83-96.
- BAUMAN, Z. (2001). *The Individualized Society*, London, Polity.
- BAUMAN, Z. (2005). *Liquid Life*, London, Polity.

- BAUMAN, Z. (2007). *Consuming Life*, London, Polity.
- BAUMAN, Z. (2008). *Does Ethics Have a Chance in a World of Consumers?*, Cambridge, Harvard University Press.
- BAUMAN, Z. (2011). *Collateral Damage*, London, Polity.
- BAUMAN, Z. (2013). *Does the Richness of the Few Benefit Us All?*, London, Polity.
- BAUMAN, Z. (2017). *Retrotopia*, London, Polity.
- BAUMAN, Z. et L. DONSKIS (2013). *Moral Blindness*, London, Polity.
- BAUMAN, Z. et L. DONSKIS (2016). *Liquid Evil*, London, Polity.
- BECK, U. (1992). *Risk Society*, London, Sage.
- BECK, U. (2000). *The Brave New World of Work*, London, Polity.
- BECK, U. (2009). *World at Risk*, London, Polity.
- BECK, U. et E. BECK-GERNSHEIM (2002). *Individualization*, London, Sage.
- BERGER, P.L. et T. LUCKMANN (1966). *The Social Construction of Reality*, New York, Doubleday/Anchor.
- BLAUG, M. (1982). *La méthodologie économique*, Paris, Économica.
- BLOMMESTEIN, H.J. (2006). « Why is Ethics Not Part of Modern Economics and Finance? A Historical Perspective », 24(1) *Finance & the Common Good* 54-64.
- BOATRIGHT, J.R. (2008). *Ethics in Finance*, Malden, Blackwell.
- BOATRIGHT, J.R. (dir.) (2010). *Finance Ethics*, Hoboken, John Wiley & Sons.
- BOURDIEU, P. (2000). *Les structures sociales de l'économie*, Paris, Seuil.
- CAMPBELL, C. (1987). *The Romantic Ethic and the Spirit of Modern Consumerism*, Oxford, Blackwell.
- CARROLL, A.B. (1991). « The Pyramid of Corporate Social Responsibility: Toward the Moral Management of Organizational Stakeholders », 34(4) *Business Horizons* 39-48.

- CASTI, J.L. (1990). *Searching for Certainty*, New York, Morrow.
- CHOMSKY, N. (2000). *Le nouvel humanisme militaire*, Montréal, Écosociété.
- CHOSSUDOVSKY, M. (1998). *La mondialisation de la pauvreté*, Montréal, Écosociété.
- CHOSSUDOVSKY, M. (2002). *Guerre et mondialisation*, Montréal, Écosociété.
- DENEAL, A. (2010). *Off-shore*, Montréal, Écosociété.
- DION, M. et M. FORTIER (2011). *Les enjeux éthiques de l'entreprise*, Montréal, ERPI.
- FORTIER, M. et M.-N. ALBERT (2014). « Liquid Responsibility », dans J. KOCIATKIEWICZ et M. KOSTERA (dir.), *Liquid Organization*, London, Routledge, à la page 170.
- FORTIER, M. et M.-N. ALBERT (2015). « From Resources to Human Being: Toward Person Management », *Sage*, Juill.-sept., p. 1-13.
- FUKUYAMA, F. (1992). *The End of History and the Last Man*, New York, Free Press.
- GIDDENS, A. (1990). *The Consequences of Modernity*, Stanford, Stanford University Press.
- HOBSBAWM, E.J. (1994). *L'âge des extrêmes : histoire du court XX^e siècle*, Bruxelles, Éditions Complexe.
- JENSEN, T. (2014). « On Adiaphoric Organizations and Adiaphoric Organizational Members », dans J. KOCIATKIEWICZ et M. KOSTERA (dir.), *Liquid Organization*, London, Routledge, à la page 13.
- JENSEN, M.C. et W.H. MECKLING (1976). « Theory of the Firm: Managerial Behavior, Agency Costs, and Ownership Structure », 3(4) *Journal of Financial Economics* 305-360.
- JONAS, H. (1990). *Le principe responsabilité*, Paris, Cerf.
- KHURANA, R. (2007). *From Higher Aims to Hired Hands*, Princeton, Princeton University Press.

- LAKOFF, G. (1996). *Moral Politics*, Chicago, University of Chicago Press.
- LAKOFF, G. et M. JOHNSON (1980/2003). *Metaphors We Live By*, Chicago, Chicago University Press.
- LÉVINAS, E. (1990). *Totalité et infini. Essai sur l'extériorité*, Paris, Seuil.
- LÉVINAS, E. (1991). *Entre nous. Essais sur le penser-à-l'autre*, Paris, Seuil.
- LOGSTRUP, K.E. (1997). *The Ethical Demand*, London, University of Notre Dame Press.
- MACCOBY, M. (1981). *Le joueur*, Montréal, Éditions du Jour.
- MADELEY, J. (2002). *Le commerce de la faim*, Paris, Enjeux Planète.
- MARCIL, I. (2016). *Les passagers clandestins*, Montréal, Éditions Somme toute.
- MILGRAM, S. (2005). *Obedience to Authority: An Experimental View*, London, Pinter and Martin.
- MOORE Jr. B. (1967). « The Society Nobody Wants: Beyond Marxism and Liberalism », dans K.H. WOLFF and B. MOORE Jr (dir.), *The Critical Spirit: Essays in Honor of Herbert Marcuse*, Boston, Beacon Press.
- MORGAN, G. (2004). *Images of Organization*, Thousand Oaks, Sage.
- MORIN, E. (2004). *La méthode, Tome 6 : l'éthique*, Paris, Seuil.
- OGIEN, R. (2007). *L'éthique aujourd'hui ; maximalistes et minimalistes*, Paris, Gallimard.
- PIKETTY, T. (2013), *Le capital au XXI^e siècle*, Paris, Seuil.
- QUIGGIN, J. (2010). *Zombie Economics*, Princeton (NJ), Princeton University Press.
- RICŒUR, P. (1975). *La métaphore vive*, Paris, Seuil.
- RICŒUR, P. (1990). *Soi-même comme un autre*, Paris, Seuil.

SAMPSON, A. (1995). *Company Man*, New York, Random House.

WATZLAWICK, P. (dir.) (1984). *The Invented Reality*, Norton, New York.

WHITE, W.H. (1956). *The Organization Man*, New York, Doubleday/Anchor.

WILKINSON, R. et K. PICKETT (2010). *The Spirit Level*, New York, Bloomsbury Press.